

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MARDI 14 NOVEMBRE 2023**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 23/522</b>  <b>CONVENTION TRIPARTITE AVEC LA VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER ET LE CAUE VAR RELATIVE A L'ORGANISATION D'UNE CONSULTANCE ARCHITECTURALE SUR LES SECTEURS A ENJEUX PATRIMONIAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

**ABSENTS :**

M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/522**

**BUREAU DU 14 NOVEMBRE 2023**

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE AVEC LA VILLE DE LA  
SEYNE-SUR-MER ET LE CAUE VAR RELATIVE A  
L'ORGANISATION D'UNE CONSULTANCE  
ARCHITECTURALE SUR LES SECTEURS A ENJEUX  
PATRIMONIAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la décision en Bureau Métropolitain n°19/927 en date du 7 octobre 2019 autorisant le Président de la Métropole à signer la convention de gestion tripartite avec la Ville de La Seyne-sur-Mer et le Conseil d'Architecture, de l'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) du Var,

**VU** la délibération n°DEL/23-119 du 26 septembre 2023 de la Ville de La Seyne-sur-Mer approuvant la convention tripartite entre la Ville de La Seyne-sur-Mer, le CAUE et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le renouvellement du dispositif de consultance architecturale,

**VU** le projet de convention joint,

**CONSIDERANT** qu'il s'agit de reconduire le dispositif précédemment mis en place lors de la convention tripartite du 28 novembre 2019 pour une durée de 3 ans,

**CONSIDERANT** qu'en application de la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique signée le 10 janvier 2020 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le CAUE Var, la présente convention a pour objet une mission d'accompagnement, plus opérationnelle, du Plan Local d'Urbanisme (PLU) mais également du Site Patrimonial Remarquable (SPR) dans un souci de protection et de valorisation du cadre de vie, de ses paysages, de son patrimoine architectural dans un contexte de grande pression foncière,

**CONSIDERANT** qu'il demeure nécessaire aux parties que la Ville de La Seyne-sur-Mer poursuive l'exécution de la convention et du contrat pour son propre compte, au titre de ses compétences, et pour celui de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au titre des compétences métropolitaines,

**CONSIDERANT** qu'il est proposé un financement de la Métropole à cette mission d'ingénierie et d'études à hauteur de 7 920 euros par an,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'approuver ladite convention,

**CONSIDERANT** qu'il convient en conséquence d'autoriser la signature de la convention ci-annexée, de même que tous actes nécessaires y afférents,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ADOPTER** le projet de convention ci-annexée.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de gestion tripartite ci-annexée.

### **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents afférents à la mise en œuvre de ce dispositif.

### **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole 2023 (et suivants) en section d'investissement, opération 713, article 202.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 novembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

The image shows a circular official stamp of the 'MÉTROPOLITAIN T.P.M.' (Toulon Provence Méditerranée) with a star at the bottom. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink.

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

**CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER,  
LA METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE  
ET LE CAUE VAR RELATIVE À L'ORGANISATION DE LA CONSULTANCE  
ARCHITECTURALE SUR LES SECTEURS A ENJEUX PATRIMONIAUX**

**ENTRE :**

**La Métropole TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE (Métropole TPM)**

représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, domicilié : Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, 83041 TOULON.

Agissant aux fins des présentes en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par délibération du Conseil métropolitain n° 23/05/078 en date du 4 mai 2023, et de la décision du Bureau métropolitain n° ... en date du ....

Ci-après dénommé "Métropole TPM",

**ET :**

**La Ville de LA SEYNE-SUR-MER**

Représentée par Madame Nathalie BICAIS, Maire, domiciliée : Hôtel de Ville, 20 quai Saturnin Fabre, 83507 LA SEYNE SUR MER.

Agissant aux fins des présentes en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par délibération du Conseil Municipal en date du ....., enregistrée sous le n° DEL\_23\_...,

Ci-après dénommée "la Ville",

Ensemble désignées "les Parties" ;

En présence du **Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Var (CAUE)**, dont le siège social est sis : 26 place Vincent Raspail, 83000 TOULON,

Représenté par Monsieur Marc LAURIOL, Président, Conseiller départemental du Var,

Ci-après désigné "le CAUE"

**PRÉAMBULE**

Par décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017, la communauté d'agglomération Toulon-Provence-Méditerranée est devenue une Métropole à compter du 1er janvier 2018.

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée est depuis cette date compétente en matière d'urbanisme. Il lui revient par conséquent d'assurer la prise en charge des obligations liées à ces compétences.

L'article L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales applicables aux métropoles par renvoi de l'article L. 5217-7 du même code prévoit :

*“La communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.”.*

**RAPPEL :** En 2019, la Ville de La Seyne-sur-mer a décidé de faire appel au CAUE VAR pour mettre en place une consultance architecturale sur les secteurs à enjeux patrimoniaux, à savoir le centre ancien et le périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ou Site Patrimonial Remarquable (SPR) “Balaguier – Tamaris – Les Sablettes – Baie du Lazaret”. Cela s’est matérialisé par la signature d’une convention d’objectifs dans laquelle les missions concernaient uniquement le conseil aux professionnels et particuliers dans le cadre des autorisations administratives. En raison du transfert des compétences vers la Métropole, les missions propres de l’architecte-conseil en matière d’aménagement, d’urbanisme (AVAP-SPR, PLU...) et d’habitat (OPAH...) avaient été expressément écartées de la convention.

Or, déterminer la compétence au titre de chaque action nécessitait de caractériser chacune d’entre elles, ce qui s’est avéré impossible tant elles étaient interdépendantes et quasiment indissociables. Il est donc apparu nécessaire aux parties que la Ville en poursuive l’exécution pour son propre compte, au titre de ses compétences communales, et pour celui de la Métropole, au titre de ses compétences métropolitaines.

Les parties ont donc convenu des termes d’une convention précisant les modalités de gestion par la Ville de La Seyne-sur-Mer pour le compte de la Métropole sur son entière durée : la convention de gestion relative à la convention d’objectifs passée entre la ville de La Seyne-sur-mer et le CAUE a été signée le 28 novembre 2019.

Ce fonctionnement ayant donné satisfaction, il est jugé opportun de reconduire ce dispositif pour une nouvelle durée de 3 ans.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet le renouvellement de la consultance architecturale suivant les principes définis par le CAUE VAR sur le territoire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER présentant des enjeux patrimoniaux, en particulier sur le Centre-Ancien et le Site Patrimonial Remarquable. Cette convention est signée pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature. En second lieu, il s’agit de définir les conditions d’exécution par la Ville, pour le compte de la Métropole, de la mise en place d’une consultance architecturale sur les secteurs à enjeux patrimoniaux.

## **ARTICLE 2 – DÉFINITION DE LA MISSION CONFIEE À L'ARCHITECTE**

La mission de l'architecte-conseiller Patrimoine consiste essentiellement à être à la disposition du public sur les secteurs à enjeux patrimoniaux, tels le centre ancien, les bâtiments reperés au titre du patrimoine, les secteurs de Balaguier, Tamaris, les Sablettes et la baie du Lazaret (pour des missions hors compétence métropole) et apportera son conseil en matière de planification (AVAP-SPR, PLU ... ) et de projets de ville (NPNRU, OPAH ... ), pour des missions relevant de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée.

Il dispense des conseils dans le souci constant de répondre aux enjeux responsables et durables de l'aménagement du territoire et de qualité des projets. En aucun cas ses avis ne peuvent être réputés favorables ou défavorables<sup>1</sup>. Il apporte ses conseils en toute indépendance aussi bien en direction des particuliers, que des élus ou des agents instructeurs.

La commune s'engage à porter à la connaissance des pétitionnaires, et expressément quand le projet est élaboré par un architecte, les jours et heures de permanence de l'architecte-conseiller, et ce le plus en amont possible du dépôt du permis de construire, dès qu'elle a connaissance d'un projet. En présence d'un projet élaboré par un de ses confrères, l'architecte-conseiller, recevra ou échangera avec l'auteur du projet avant toute formulation d'un conseil.

Sa mission est détaillée comme suit :

**1°) Etre à la disposition du public** qui désire construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, en lui donnant les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre. Cette mission de conseil, exclut toute prestation de maîtrise d'œuvre pour le projet du pétitionnaire.

Il est souhaitable que cette intervention, qui est un conseil, se fasse le plus en amont possible dans le processus de conception de l'habitat.

**2°) Fournir une assistance et conseiller les instructeurs.** L'architecte-conseiller émettra un conseil propre à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site environnant, sur les demandes d'autorisations d'urbanisme qui seront déposées auprès de la commune. Ce conseil pourra également constituer une assistance aux agents instructeurs dans l'application aux projets en instruction des règlements d'urbanisme et des textes régissant l'acte de construire.

Cette assistance pourra s'exercer soit en réunion de la commission d'urbanisme, soit en réunion de travail avec les instructeurs.

## **ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS RECIPROQUES ET MISSIONS DES PARTIES**

**3.1 La ville de LA SEYNE-SUR-MER** est tenue de choisir un architecte-conseiller parmi ceux proposés par le CAUE VAR.

---

1 Cf loi de 1977 sur l'architecture.



SLO

La Ville représente la Métropole dans le cadre de l'exécution du contrat et dans ses relations avec les usagers. Elle assure le suivi, la gestion et l'exécution administrative, technique et financière dudit contrat.

Si des modifications majeures sont nécessaires (évolution des sollicitations de l'architecte et modification de l'enveloppe globale), le projet d'éventuel avenant correspondant sera adressé par courrier par la ville de La Seyne-sur-mer, à la Métropole, qui disposera d'un délai de deux mois à compter de la date de réception pour s'y opposer, valider l'acte ou faire valoir ses observations.

La commune s'engage à communiquer à l'architecte-conseiller tous les projets architecturaux de construction ou de transformation de bâtiment dont elle aura connaissance. Cette communication devra se faire le plus en amont possible du dépôt de demande d'autorisation, et a minima dès le dépôt de la demande afin que l'architecte conseil ait le temps de recevoir les pétitionnaires et leurs architectes.

La commune assure la rémunération de l'architecte-conseiller Patrimoine pour les conseils donnés sur les secteurs à enjeux patrimoniaux, tels le centre ancien, les bâtiments repérés au titre du patrimoine, les secteurs de Balaguier, Tamaris, les Sablettes et la baie du Lazaret, qui représente environ 20 permanences de 3h par an dans le cadre d'un contrat de mission directement signé avec l'architecte-conseiller.

**3.2 La METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE** confie à la Ville de LA SEYNE-SUR-MER l'exécution de la convention tripartite avec le CAUE. Sont notamment concernés le contrat avec l'architecte chargé de mission Patrimoine, et le suivi de ses missions.

La Métropole assure la rémunération de l'architecte conseiller Patrimoine pour les conseils donnés en matière de planification (AVAP-SPR, PLU ... ) et de projets de ville (NPNRU, OPAH ... ), qui représente environ 20 permanences de 3h par an.

**3.3 Le CAUE VAR** fournira un **appui technique** à l'architecte-conseiller, assurera la coordination des relations avec la commune. Il devra notamment assurer des missions de formation à l'adresse des architectes-conseillers, et organiser des réunions de coordination auxquelles ceux-ci seront tenus de participer.

Le CAUE VAR veillera à l'application des exclusions d'exercice de l'architecte-conseiller sur le territoire communal.

Le CAUE VAR constituera et animera la **Commission d'arbitrage** si l'une ou l'autre des parties du contrat de mission, ou lui-même, en fait la demande en cas de litige ou de manquement grave à la mission de l'architecte conseiller. La commission d'arbitrage, présidée par le Président du CAUE VAR, est constituée de 7 membres :

- 3 représentants du Conseil d'Administration du CAUE VAR dont le Président.
- 2 Maires représentants les élus extérieurs au Conseil d'Administration du CAUE VAR.
- 2 architectes conseillers

Chaque membre est doté d'un suppléant, destiné à remplacer les titulaires dans le cas où la Commission serait saisie d'une question touchant personnellement les architectes conseillers titulaires.



Cette commission sera obligatoirement consultée, par l'une ou l'autre des parties, en cas de difficulté d'interprétation d'un article du présent contrat.  
En cas de différend ou de rupture, la Commission ne sera consultée que si l'une ou l'autre des parties en formule la demande.

## **ARTICLE 4 : GOUVERNANCE ET EVALUATION**

Les Parties conviennent de la mise en place d'une gouvernance partagée.

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Métropole pourra se rapprocher de la Ville afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à la gestion des compétences métropolitaines.

Dans tous les cas, la Ville informera la Métropole des diverses actions et l'invitera aux réunions.

Un mémoire constatant le service fait de l'architecte-conseil sera établi annuellement. La Ville dressera, en y associant la Métropole, un bilan des objectifs poursuivis par la présente convention.

Le CAUE VAR sera attentif aux remarques de la Commune et de la Métropole sur le service mis en place.

## **ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

### **5.1 – Principes**

L'exercice par la Ville des missions visées à la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

En exécution de la convention et pour l'exercice des missions et compétences objet de la présente :

1. la Ville interviendra dans les limites de l'enveloppe financière définie par compétence par la Métropole, soit pour chacune des 3 années que dure la convention :

- la Métropole a inscrit au titre des missions d'ingénierie et études la somme de 7920 €.
- la Ville a inscrit au titre des compétences autres que celles transférées la somme de 7920 €.

2. la Métropole versera à la Ville les fonds nécessaires à la réalisation des actions menées pour son compte. La Métropole inscrit dans son budget prévisionnel les sommes dues au titre de l'exécution de la convention.

### **5.2 – Mandatement des dépenses**

Pour les missions réalisées pour le compte de la Métropole, la Ville procédera au mandatement des dépenses dans les délais légaux après service fait et dans le respect des règles des collectivités territoriales relatives à la dépense publique. Tout intérêt moratoire dû par la Ville pour défaut de mandatement dans les délais reste à sa charge.

Les dépenses liées à l'exercice des missions objet de la présente, font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Ville.

### 5.3 – Remboursement

Les dépenses exposées par la Ville pour assurer la réalisation des missions qui lui sont confiées font l'objet d'un remboursement à l'euro près par la Métropole sur présentation des justificatifs par la Ville.

Il est convenu entre les parties un versement unique chaque année.

Ce versement est subordonné à la bonne réalisation de la mission confiée à l'architecte-conseil Patrimoine. Ainsi, si tout ou partie de la mission n'était pas réalisée, les versements correspondants ne seraient pas versés au prorata de la mission réalisée.

### ARTICLE 6 – DURÉE, DATE D'EFFET ET LÉGALITÉ

La présente convention de gestion prend effet à la date de notification aux intéressés, date correspondant à son caractère exécutoire.

Sa durée de validité est de 3 ans à compter de la date de signature de la convention.

### ARTICLE 7 - LITIGE ET RESILIATION

La résiliation de la présente Convention peut intervenir sur la demande de l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. En conséquence, et à la même date, l'ensemble des indemnités et participations allouées en application de ladite Convention seront interrompues.

En cas de litige entre l'architecte-conseiller et la commune, et si la **commission d'arbitrage** (cf article 3) n'a pas réussi à résoudre le litige, chaque partie contractante peut saisir le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes habilité à diligenter pour une procédure de conciliation ou à émettre un avis.

A défaut d'accord amiable préalable entre les parties ou d'échec d'une tentative de conciliation organisée par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes sur saisine de l'une ou l'autre des parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

### ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS / ASSURANCES

La Ville est responsable à l'égard de la Métropole et des tiers des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

La Ville s'engage à souscrire à toute police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution des missions confiées au titre de la présente convention.

La Ville s'engage à payer les primes d'assurance correspondantes et à assurer le suivi des éventuels dossiers "sinistres" (déclaration, gestion des relations avec l'assureur et les experts, état des pertes, encaissement des indemnités sous déduction des franchises et des limitations de garantie).

La Ville certifie qu'elle a souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile au titre des activités couvertes par la présente convention. Elle s'engage à maintenir cette assurance en vigueur pendant toute la durée de la convention.

Fait à TOULON

le .....

Pour la Ville de LA SEYNE-SUR-MER

Pour la METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE

Madame le Maire  
Nathalie BICAIS

Monsieur le Président  
Jean-Pierre GIRAN

Pour le CAUE VAR

Monsieur le Président  
Marc LAURIOL

